

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1300 le 1er octobre 2023

Dans ce numéro

Plus de cinquante morts après un attentat suicide près d'une mosquée dans le sud-ouest du Pakistan...

(Page 2)

Plusieurs cas d'espionnage au profit de la Chine découverts au sein des forces armées taïwanaises...

(Page 3)

Un tribunal de Londres prolonge la détention de cinq Bulgares accusés d'espionnage au profit de la Russie...

(Page 4)

Lancement du premier sous-marin de fabrication taïwanaise...

(Page 5)

Selon Moscou, les États-Unis envisageraient le déploiement en Europe de missiles nucléaires à portée intermédiaire...

(Page 6)

Un robot démineur slovaque *Bozena 5* en passe d'être envoyé en Ukraine...

(Page 8)

FORMULATION DES ARTICLES

Les textes sont des relevés d'écoute radio ; la formulation est donc celle du média cité.

Nous ne corrigeons que quelques fautes mineures de langue française. Les titres, par contre, sont de la rédaction.

Selon Washington, Pékin consacrerait des milliards de dollars pour manipuler l'information étrangère...

Les États-Unis avertissent que la Chine tente de remodeler l'environnement mondial de l'information en utilisant la manipulation pour promouvoir sa propagande. Le département d'État états-unien a publié jeudi son premier rapport sur la stratégie d'information de la Chine. Il affirme que Pékin dépense chaque année des milliards de dollars dans des efforts de manipulation de l'information étrangère afin de remodeler l'environnement mondial de l'information à son avantage. Le rapport indique également que la Chine tente de limiter le rôle de Taïwan dans les organisations internationales. Un organisme de l'ONU aurait changé les références à Taïwan en « Taïwan, province de Chine » à l'époque où un Chinois dirigeait l'organisation. Le rapport précise que la Chine a investi dans des fournisseurs de services de télévision par câble en Afrique par l'intermédiaire d'entreprises publiques chinoises afin d'influencer le contenu auquel les téléspectateurs peuvent accéder. Il indique que les chaînes d'information occidentales ont été exclues des forfaits de base pour les abonnés. Le rapport mentionne également que la Chine et la Russie ont intensifié leur coopération dans le domaine de l'information concernant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il affirme que Pékin amplifie les fausses affirmations de Moscou selon lesquelles l'OTAN est responsable de la menace à la paix en Europe.

(Radio Japon international, le 29-09-2023)

Trois postes de l'armée malienne attaqués par des djihadistes présumés...

Au Mali, l'armée a rapporté l'attaque de trois de ses postes dans le nord, l'ouest et le centre du pays depuis mercredi. Les séparatistes et les djihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans affiliés à Al-Qaïda revendiquant chacun de son côté la prise temporaire de deux d'entre eux. Les éléments fournis par les uns et les autres sont difficilement vérifiables dans ces zones reculées. Le nord du Mali est le théâtre depuis fin août d'une reprise des hostilités de la part de la CMA et d'une intensification des attaques djihadistes contre l'armée malienne.

(La voix de l'Amérique, le 29-09-2023)

Andreï Trochev désigné par Vladimir Poutine pour former des volontaires destinés à combattre en Ukraine...

Vladimir Poutine a demandé à Andreï Trochev, un ancien lieutenant d'Evguéni Prigojine, de former des volontaires pour combattre en Ukraine. Selon le président russe, cet ancien très proche du patron du groupe Wagner mort fin août, a l'expérience pour mener à bien une telle mission. Colonel à la retraite, Andreï Trochev est souvent décrit comme l'un des fondateurs de Wagner. Il est sous sanction européenne pour avoir été directement impliqué dans les opérations militaires du groupe en Syrie.

(Deutsche Welle, le 29-09-2023)

Plus de cinquante morts après un attentat suicide près d'une mosquée dans le sud-ouest du Pakistan...

Au moins 52 personnes ont été tuées et plus de 80 autres blessées dans une explosion dans la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan selon les autorités locales. L'explosion s'est produite vendredi 29 septembre près d'une mosquée de la ville de Mastung alors que les gens se rassemblaient pour célébrer l'anniversaire de la naissance du noble Prophète de l'islam, le très vénéré Mohammad, a déclaré le commissaire adjoint local, Attahul Munim, aux médias locaux. Le commissaire adjoint de la police (DSP) de Mastung, Nawaz Gashkori, qui était présent au rassemblement, figure également parmi les victimes. D'autres responsables ont déclaré qu'il s'agissait d'une explosion suicide et que le kamikaze s'était fait exploser à côté de la voiture du DSP. Ils ont déclaré que les blessés étaient transférés vers des hôpitaux et des établissements médicaux. Le nombre de morts risque de s'alourdir, car certains blessés se trouvent dans un état critique. Les médias locaux ont cité des responsables pakistanais condamnant l'attaque et accusant les ennemis de vouloir semer la discorde dans la région. « L'ennemi, soutenu par l'étranger, veut porter préjudice à la tolérance religieuse et à la paix au Baloutchistan » a déclaré le ministre par intérim de l'Information du Baloutchistan, Jan Achakzai. « Les attentats à la bombe sont insupportables ». Pour l'heure, aucun groupe n'a revendiqué la responsabilité de l'explosion. Le ministre de l'Intérieur par intérim du Pakistan, Sarfraz Ahmed Bugti, a également condamné l'explosion. « Les terroristes n'ont ni foi ni religion » ajoutant que toutes les ressources ont été mobilisées pour l'opération de sauvetage.

(Press TV, le 29-09-2023)

Plusieurs militaires du Bahreïn tués lors d'un attentat terroriste à la frontière sud de l'Arabie saoudite...

Le Maroc condamne fermement l'acte terroriste contre les positions des forces bahreïnes participant à l'opération *Tempête décisive et restaurer l'espoir*. Cela se passe à la frontière sud de l'Arabie saoudite. Un attentat qui a fait plusieurs morts et blessés parmi les membres des forces de défense bahreïnes.

(Médi-1, le 26-09-2023)

Une vingtaine de morts et de nombreux blessés après un attentat au camion piégé dans le centre de la Somalie...

La Somalie a été une nouvelle fois endeuillée par un attentat. Un camion suicide bourré d'explosifs a tué au moins vingt-et-une personnes au niveau d'un check-point, samedi, dans le centre du pays. Quarante-cinq personnes ont par ailleurs été blessées. Le président somalien a fait part de sa volonté d'éliminer les terroristes shabaab affiliés à Al-Qaïda qui mènent depuis quinze ans une insurrection dans ce pays de la corne de l'Afrique. Face à la précaire situation sécuritaire dans son pays, le président somalien a par ailleurs demandé il y a quelques jours à l'ONU que le départ de la force de l'Union africaine présente dans son pays soit reportée de trois mois.

(Radio Vatican, le 25-09-2023)

En Somalie, le bilan de l'attentat suicide de samedi dans le centre du pays s'est alourdi à vingt-et-un morts après la découverte de nouveaux corps dans les décombres de bâtiments soufflés par l'explosion a indiqué dimanche la police. L'attentat, qui s'est produit au niveau d'un check-point dans la localité de Beledweyne, a provoqué des dégâts considérables sur les bâtiments alentours, dont certains se sont effondrés. En dehors des morts, au moins 45 personnes ont été blessées dans cette attaque qui n'a pas été revendiquée. Elle avait pour cible un quartier animé abritant des commerces et des immeubles résidentiels. Après l'attaque, le président somalien Hassan Sheikh Mohamoud a réitéré son engagement à éliminer les islamistes radicaux shabaab qui mènent une insurrection dans le pays.

(La voix de l'Amérique, le 25-09-2023)

Au moins dix militaires tués lors d'une attaque de djihadistes présumés dans l'ouest du Niger...

Une nouvelle attaque terroriste au Niger a eu lieu jeudi dans la région de Tillabéri. Des hommes armés ont pris pour cibles des éléments des forces de défense et de sécurité non loin du site de construction du premier barrage hydroélectrique du pays. Au moins dix soldats sont morts dans cette attaque. Le communiqué du ministère de la Défense nationale publié tard jeudi soir fait cas de douze soldats tués, dont sept au combat et cinq autres dans un accident de circulation, des renforts appelés à la rescousse de l'unité attaquée. Sept autres militaires ont été blessés et quatre véhicules endommagés. Une

centaine de terroristes et leurs motos ont été détruites. Il s'agit d'une unité de l'opération *Almahou* en mission de sécurisation dans la zone du site de construction du premier barrage hydroélectrique du Niger qui a été victime de cette attaque violente menée par des centaines d'hommes armés au guidon de leurs motos. Les dégâts ont été moindres avec notamment l'intervention des vecteurs aériens qui ont été vite déployés. C'est la première attaque contre l'armée nigérienne depuis l'annonce du retrait des troupes françaises par le président français Emmanuel Macron. Dans ces circonstances, les nouvelles autorités ont appelé l'ensemble du personnel militaire à faire preuve de résilience face à ces épreuves.

(La voix de l'Amérique, le 29-09-2023)

Au moins douze soldats nigériens ont été tués dans une attaque menée jeudi matin par des centaines d'insurgés armés à bord de motos dans le sud-ouest du Niger a déclaré le ministère de la Défense du pays ouest-africain. Sept soldats ont été tués dans les combats tandis que cinq autres ont trouvé la mort dans un accident en venant porter secours à l'unité ciblée par l'attaque a précisé le ministère dans un communiqué. L'attaque s'est déroulée à Kandadji, près de la frontière avec le Mali et le Burkina Faso, à environ 190 kilomètres de la capitale Niamey. La zone est l'épicentre de l'insurrection menée par des groupes terroristes depuis plusieurs années au Sahel. Trois sources avaient rapporté plus tôt à *Reuters* qu'au moins sept soldats avaient été tués dans une attaque. Ni ces sources, ni le ministère de la Défense n'ont donné de précisions sur les assaillants. Des groupes affiliés à Al-Qaïda et à Daesh mènent régulièrement des attaques contre des soldats et des civils dans la région. Selon le communiqué du ministère, une centaine d'insurgés ont été tués, et leurs motos et leurs armes ont été détruites. Deux sources sécuritaires ont déclaré que l'armée avait envoyé des troupes au sol et des hélicoptères pour répondre à l'attaque. Un hélicoptère a été atteint par les assaillants, mais a été en mesure de retourner à sa base.

(La voix de la Turquie, le 29-09-2023)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

En République tchèque, des personnalités publiques auraient été utilisées par un agent d'influence russe...

Le Service d'information et de sécurité (BIS) a révélé que l'un des agents russes actifs depuis longtemps sur le territoire tchèque avait organisé la diffusion de la propagande russe concernant la guerre en Ukraine, par l'intermédiaire de personnalités connues rémunérées par la Russie. L'information a été communiquée par le chef du contre-espionnage tchèque Michal Koudelka, lors d'une conférence sur la désinformation organisée ce lundi à la Chambre des députés. « À la demande de l'une des plus hautes instances du pouvoir d'État russe, cet agent d'influence a veillé à ce que les propos soutenant les intérêts de la politique étrangère russe en rapport avec la guerre en Ukraine soient diffusés dans l'espace public en Tchéquie. « Des personnalités publiques ont été utilisées à cette fin » a déclaré le directeur du service BIS, précisant que ces personnalités tchèques ont touché pour cela une rémunération s'élevant à des dizaines de milliers d'euros.

(Radio Prague international, le 25-09-2023)

Plusieurs cas d'espionnage au profit de la Chine découverts au sein des forces armées taiwanaises...

Dans un contexte où plusieurs cas d'espionnage au profit du Parti communiste chinois (PCC) ont été signalés au sein de l'armée taiwanaise ces derniers jours, le ministre de la Défense Chiu Kuo-cheng, répondant aux questions des parlementaires, a déclaré aujourd'hui que ce sujet était pris très au sérieux par son ministère. Il a précisé qu'environ un tiers des cas d'espionnage impliquaient des militaires en fonction et deux tiers des militaires retraités. La députée du DPP Liu Shu-fang a indiqué que, comparé aux peines de prison appliquées pour violation des lois sur la Sécurité nationale dans différents pays, dont la moyenne est de 19 ans d'incarcération, les condamnations pour espionnage au profit du PCC à Taïwan étaient bien inférieures, ce qui n'avait donc pas d'effet dissuasif. À cet égard, le ministre de la Défense a indiqué que les peines étaient décidées par les juges et qu'il se gardait de tout commentaire sur la branche judiciaire. Le ministre de la Justice, Tsai Ching-hsiang, a quant à lui admis que certaines peines prononcées par les tribunaux pouvaient paraître clémentes, mais il s'agit du pouvoir des juges et il a rappelé qu'il revenait aux procureurs de faire appel conformément à la loi si les peines sont trop clémentes. Tsai Ching-hsiang a indiqué que les ministères de la Justice et de la

Défense coopéraient pour organiser des sessions de formation à l'attention des procureurs sur l'importance de la Sécurité nationale. En outre, à l'avenir, des procureurs spécialisés enquêteront sur les affaires d'espionnage et des tribunaux spéciaux ont été mis en place pour traiter des violations de la loi sur la sécurité nationale.

(*Radio Taiwan international, le 26-09-2023*)

Accusée d'être impliquée dans l'assassinat d'un leader Sikh, l'Inde multiplie la désinformation visant le Canada...

Les tensions entre le Canada et l'Inde sont à leur sommet depuis que Justin Trudeau a fait état d'allégations crédibles selon lesquelles l'Inde aurait commandité le meurtre du militant sikh Hardeep Singh Nijjar en sol canadien. Depuis cette sortie du Premier ministre, les médias indiens attaquent le Canada de front. *The Hindustan Times* a par exemple affirmé sans fondement que le chef néo-démocrate Jagmeet Singh – qui est de confession sikhe – a « tiré les ficelles de Justin Trudeau » afin qu'il rende les allégations publiques. Comme c'est souvent le cas avec les médias en Inde, on cherche à démoniser quiconque va à l'encontre du gouvernement ou s'inquiète par rapport à la justice ou aux valeurs démocratiques du pays, résume Rupinder Liddar, étudiante en doctorat au département de science politique de l'université McGill, qui rappelle que l'Inde se classe au 160e rang sur 180 dans le plus récent classement mondial de la liberté de presse de Reporters sans frontières. Mme Liddar observe que cette histoire est maintenant dépeinte comme une montée du sentiment anti-Inde dans les médias indiens, ce qui constitue une victoire pour le Premier ministre Narendra Modi en vue des élections de 2024. On va probablement voir des gains pour lui dans les sondages estime-t-elle. La désinformation indienne a atteint son point culminant cette semaine quand l'ancien diplomate Deepak Vorha a déclaré dans une entrevue télévisuelle que, lorsque Justin Trudeau est venu en Inde pour le G20 ce mois-ci, son avion était plein de cocaïne, selon des rumeurs crédibles. Des chiens renifleurs auraient découvert la substance selon M. Vorha. L'histoire a fait grand bruit en Inde, en plus d'être reprise au Canada par le quotidien *The Toronto Sun*. Le titre original de son article était : « L'avion de Trudeau avait de la cocaïne pendant le G20 affirme un ancien diplomate indien », mais il a ensuite été mis à jour pour mettre l'accent sur le fait que le bureau du Premier ministre avait démenti l'histoire, la qualifiant de désinformation. Le journaliste de *CBC* Evan Dyer, qui était à bord du vol de Justin Trudeau dans le cadre de sa couverture du G20, a aussi démenti l'histoire sur son compte X, assurant qu'aucun chien renifleur n'avait été aperçu à bord. « C'est gênant que cet article ait été publié » a-t-il ajouté.

(*Radio Canada international, le 28-09-2023*)

Un tribunal de Londres prolonge la détention de cinq Bulgares accusés d'espionnage au profit de la Russie...

Les cinq ressortissants bulgares accusés d'espionnage en faveur de la Russie au Royaume-Uni restent en détention. Orlin Roussev, Bisser Djambazov, Katrin Ivanova, Ivan Stoyanov et Vanya Gabérova ont été accusés de complot d'espionnage, observation de personnes et de sites désignés par la Russie, et enlèvement. Ils resteront derrière les barreaux et ne pourront pas être libérés sous caution car estimés potentiellement dangereux et parce qu'ils pourraient s'enfuir. Les journalistes s'attendaient à rencontrer et prendre en photo les suspects lors de leur arrivée au tribunal à Londres mais cela n'a pas été possible car les accusations ont été annoncées en visioconférence.

(*Radio Bulgaria, le 28-09-2023*)

... MILITAIRE ...

Les États-Unis et le Japon vont renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité spatiale...

Les hauts responsables de la Défense du Japon et des États-Unis ont convenu que leurs pays travailleraient plus étroitement ensemble dans le domaine de la sécurité spatiale. Le ministre japonais de la Défense, Kihara Minoru, et le chef des opérations spatiales de l'*US Space Force*, le général B. Chance Saltzman, se sont entretenus lundi à Tokyo. Kihara Minoru a déclaré que l'invasion russe en Ukraine a clairement montré qu'assurer la supériorité dans l'espace est essentiel pour la sécurité. Pour le ministre japonais, la coopération avec l'*US Space Force* deviendra encore plus importante pour améliorer les capacités de défense dans l'espace compte tenu de l'environnement de sécurité de plus en plus tendu. Le général Saltzman a fait valoir qu'il était indéniable que l'espace jouait un rôle crucial dans l'alliance américano-japonaise. Pour lui, l'élargissement de la coopération dans le domaine spatial

contribuera à renforcer encore davantage les liens bilatéraux.
(*Radio Japon international, le 25-09-2023*)

Taïwan en passe de mettre à l'eau le premier sous-marin de conception locale...

Le baptême du prototype du premier sous-marin taïwanais baptisé *Haikun* est prévu pour le 28 septembre à Kaohsiung. Le chef d'état-major général, Huang Shu-kuang, a déclaré aujourd'hui que les sous-marins seront déployés pour empêcher les navires chinois d'encercler Taïwan, pénétrer le Pacifique et prévenir toute tentative de navigation au-delà de la première chaîne d'îles. Il a souligné que si la Chine réussit à mettre en œuvre un blocus de Taïwan, les détroits de Bashi et de Balintang deviendront des passages importants pour les porte-avions chinois et les flottes navales pour entrer dans la mer des Philippines. Le projet de l'armée en termes de construction locale de sous-marins est de fabriquer trois flottes en 2025 et une quatrième en 2027. La future flotte peut assurer des missions dans le sud-ouest de Taïwan et peut également être déployée dans les eaux de l'est de Taïwan.
(*Radio Taïwan international, le 25-09-2023*)

Lancement du premier sous-marin de fabrication taïwanaise...

La présidente de la République Tsai Ing-wen a participé aujourd'hui à Kaohsiung à la cérémonie de présentation du prototype du premier sous-marin de fabrication taïwanaise baptisé *Haikun* (Narval en français). « Dans le passé, la production domestique de sous-marins était considérée comme une mission impossible. Mais aujourd'hui, nous avons devant nos yeux un sous-marin conçu, développé et construit par des Taïwanais ». Étaient présents à cette cérémonie de mise à l'eau symbolique la personne en charge du programme des sous-marins de fabrication domestique, Huang Shu-kuang, la directrice de l'Institut américain à Taïwan, Sandra Oudkirk, le ministre de la Défense, Chiu Kuo-cheng, ainsi que le maire de Kaohsiung, Chen Chi-mai. L'ancien chef d'état-major général, Huang Shu-kuang, a déclaré que ce nouveau type de sous-marins serait déployé pour empêcher les navires chinois d'encercler Taïwan et de pénétrer dans le Pacifique et pour prévenir toute tentative de navigation au-delà de la première chaîne d'îles. Huang a précisé lundi que le projet de l'armée en termes de construction domestique de sous-marins était de produire trois sous-marins d'ici 2025 et un quatrième en 2027. Par ailleurs, le prototype présenté aujourd'hui doit passer un test d'autorisation portuaire le 1er octobre, puis un test d'autorisation maritime avant de pouvoir être livré à la marine taïwanaise d'ici fin 2024. La présidente a qualifié la cérémonie de moment crucial dans la mission qui consiste, pour Taïwan, à produire ses propres sous-marins et à atteindre une autonomie dans le domaine de la défense. « Au cours de ces dernières années, notre plan de développement de sous-marins domestiques a contribué à l'amélioration de la capacité de recherche et de développement et des technologies dans les secteurs industriels concernés. Les acteurs en amont et en aval de la production se sont tous investis dans le projet afin de créer une chaîne d'approvisionnement de défense complète et de faire passer le secteur taïwanais de construction navale à un niveau supérieur ». Notons qu'une fois que ce prototype sera livré à la marine taïwanaise, Taïwan comptera trois sous-marins dotés de capacités de combat, puisque deux sous-marins de classe *Chien Lung* ont été achetés aux Pays-Bas dans les années 1980. Taïwan dispose aussi de deux sous-marins datant de la Seconde Guerre mondiale achetés auprès des États-Unis dans les années 1970, dont l'usage est aujourd'hui réservé à des formations et à des entraînements.
(*Radio Taïwan international, le 28-09-2023*)

Inscrite dans la constitution, la force nucléaire nord-coréenne considérée comme un atout stratégique permanent...

La Corée du Nord a adopté un amendement constitutionnel selon lequel le pays développera des armes nucléaires à un niveau supérieur en tant que puissance nucléaire responsable. Selon le journal du Parti des travailleurs au pouvoir en Corée du Nord, le *Rodong Sinmun*, mercredi, l'Assemblée populaire suprême du pays a clôturé une session de deux jours. Le dirigeant Kim Jong-un était présent. Jeudi, le quotidien a indiqué que l'assemblée avait adopté un amendement visant à clarifier la politique de la Corée du Nord en matière d'arsenal nucléaire dans sa Constitution. Selon l'amendement, le pays renforcera son arsenal nucléaire afin de prévenir la guerre et protéger la paix dans la région et dans le monde. Dans son discours, le maître de P'yongyang a souligné que la force nucléaire de son pays sera préservée et renforcée en tant qu'atout stratégique permanent. Il a ajouté que personne ne saurait être autorisé à s'y opposer, à aucun moment. Faisant référence à la coopération en matière de sécurité entre le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud, Kim Jong-un a déclaré que l'émergence de la version

asiatique de l'OTAN constitue la pire menace réelle car elle est la cause profonde de la guerre et de l'agression. Le dirigeant nord-coréen s'est engagé à diversifier les capacités nucléaires de son pays et à déployer son arsenal nucléaire par le biais de différentes branches et unités des forces armées. La Corée du Nord s'est déclarée puissance nucléaire dans sa Constitution en 2012. En septembre 2022, l'Assemblée populaire suprême a adopté une loi définissant les conditions d'utilisation des armes nucléaires. Le pays a clairement indiqué qu'il n'excluait pas une utilisation de ces armes de façon préventive.

(Radio Japon international, le 28-09-2023)

La Corée du Nord continue de compliquer les efforts de la communauté internationale pour la dissuader de développer son programme atomique. Elle a, cette fois, inscrit sa politique de puissance nucléaire dans la constitution. À en croire son agence de presse officielle *KCNA*, cette mesure a été prise lors d'une réunion de l'Assemblée populaire suprême (APS), tenue mardi et mercredi. Le premier sujet débattu concernait l'amendement de la constitution. À ce propos, le président du comité permanent du Parlement nord-coréen Choe Ryong-hae a déclaré adopter la révision pour inscrire le statut d'État nucléaire et le principe des actions d'État sur la construction de la force atomique de la république dans la loi fondamentale socialiste. Dans le préambule de la loi suprême, l'expression « puissance nucléaire » était déjà utilisée, mais cette fois, l'objectif du développement d'armes atomiques et ses orientations y sont détaillés. Kim Jong-un, lui aussi présent à l'assemblée, a pris la parole. Dans son allocution, il a salué la mesure la plus appropriée et conforme au caractère légitime de la construction de l'État socialiste. L'homme fort de P'yongyang a une nouvelle fois souligné la nécessité d'augmenter de façon exponentielle la production d'armes atomiques et de diversifier les moyens de frappe nucléaire. Dans le même temps, le jeune dirigeant a promis de se rallier aux autres nations pour faire front commun contre les États-Unis, qui selon lui, sont en train de maximiser la menace d'une guerre nucléaire contre son pays. Il a alors évoqué notamment le fait que Washington et Séoul avaient créé le Groupe consultatif nucléaire (NCG) et repris leurs exercices militaires conjoints. Sans oublier le resserrement de leur coopération avec Tokyo. La réaction de Séoul ne s'est pas fait attendre. Le ministère de la Réunification a affirmé aujourd'hui que P'yongyang manifeste ainsi fermement sa volonté de ne pas renoncer à son arsenal atomique et de développer davantage ses capacités nucléaires. Dans une note, le ministère a réitéré que la Corée du Sud poursuivrait ses efforts pour conduire le royaume ermite à abandonner son programme nucléaire en travaillant main dans la main avec les États-Unis, le Japon et la communauté internationale.

(KBS World Radio, le 28-09-2023)

Selon Moscou les États-Unis envisageraient le déploiement en Europe de missiles nucléaires à portée intermédiaire...

Moscou va surveiller de près les mesures prises par les États-Unis en vue de déployer en Europe des systèmes d'armes précédemment interdits par l'ancien Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) a déclaré mercredi la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. « Nous surveillerons de près toute mesure américaine visant à mettre en œuvre des plans déstabilisateurs de déploiement de ces armes » a affirmé Mme Zakharova lors de son point de presse hebdomadaire. Elle a souligné que c'était particulièrement important compte tenu du moratoire russe sur le déploiement de missiles à courte et moyenne portée. « Je voudrais rappeler que la viabilité du moratoire russe est directement liée à la présence ou à l'absence de ces missiles américains dans les régions concernées » a-t-elle déclaré. Elle a précisé que le système d'armes en question était le lanceur conteneurisé MK-70. Ce système, qui sert à l'origine à tirer des missiles SM-6, a été adapté pour tirer des missiles de croisière *Tomahawk* à longue portée. Elle a indiqué que Washington avait commencé à préparer le transfert en Europe de ces systèmes de missiles jadis interdits par le traité FNI. En 2019, les États-Unis ont officiellement annoncé leur retrait du traité FNI. Les États-Unis et l'ex-Union soviétique avaient signé le traité FNI en 1987. Le traité interdisait la possession, le développement et les tests de missiles lancés depuis le sol d'une portée de 500 à 5 500 kilomètres.

(Radio Chine internationale, le 28-09-2023)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Arrivée en Ukraine des premiers chars américains Abrams...

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a confirmé lundi que son pays avait reçu des chars de combat américains *Abrams*. « Les *Abrams* sont déjà en Ukraine et se préparent à renforcer nos

brigades. Je suis reconnaissant aux alliés pour l'application de nos accords » a déclaré M. Zelensky dans une publication sur *Telegram*, sans préciser quelles modifications ont été apportées aux chars ou quelle quantité exacte a été livrée à l'Ukraine. Le président américain Joe Biden a annoncé en janvier que les États-Unis enverraient 31 chars *Abrams* à l'Ukraine. Actionné par un équipage de quatre personnes, le char de combat américain *Abrams* de troisième génération a une autonomie maximale de 420 kilomètres. M. Biden a affirmé jeudi qu'une nouvelle aide militaire d'une valeur de 325 millions de dollars serait livrée à l'Ukraine, y compris des armes de défense aérienne supplémentaires. Cette annonce a été faite au cours de la visite de M. Zelensky à Washington. L'aide à l'Ukraine est l'une des principales questions au cœur de l'impasse du Congrès américain au sujet du budget de la prochaine année fiscale, qui pourrait entraîner un blocage du gouvernement fédéral à partir du 30 septembre. Depuis février 2022, l'aide militaire des États-Unis à l'Ukraine s'est élevée à 43,9 milliards de dollars, selon les chiffres du gouvernement américain.
(*Radio Chine internationale, le 26-09-2023*)

Nouvelles sanctions américaines contre des personnes et entités impliquées dans le développement des drones iraniens...

Les États-Unis ont imposé des sanctions à plusieurs entreprises et personnes en Iran et dans trois autres pays qui ont, selon le département du Trésor américain, des liens avec le développement de drones et d'avions militaires en Iran. Ils prétendent que Téhéran soutient la Russie dans la guerre en Ukraine. Le département du Trésor américain a déclaré mercredi 27 septembre dans un communiqué qu'il avait imposé des sanctions à cinq entités et deux personnes basées en Iran, en Turquie, en Chine et aux Émirats arabes unis, estimant qu'elles avaient facilité des livraisons et des transactions financières du CGRI liées au programme militaire iranien. Le communiqué indique qu'un moteur acheté par les entités en question a été récemment découvert dans les restes d'un drone russe en Ukraine. Washington et ses alliés accusent depuis longtemps l'Iran de fournir à la Russie des drones utilisés en Ukraine. Téhéran nie fermement avoir envoyé des drones à la Russie pour qu'ils soient utilisés en Ukraine, et a demandé à l'Occident de fournir des preuves pour étayer cette accusation. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, a déclaré que Téhéran avait livré à la Russie des drones, des mois avant la guerre en Ukraine. Le programme militaire de l'Iran est depuis plusieurs décennies la cible des sanctions occidentales.
(*Press TV, le 28-09-2023*)

Le Premier ministre tchèque a annoncé la future acquisition de 24 avions de combat américains F-35...

« La Tchéquie va faire l'acquisition de 24 chasseurs américains F-35 » a annoncé mercredi le Premier ministre Petr Fiala (ODS). « Les premiers F-35 seront prêts en 2029 et nos pilotes commenceront à s'entraîner alors aux États-Unis » a déclaré Petr Fiala à la presse. Selon le chef du gouvernement, les premiers F-35 devraient arriver en République tchèque en 2031 et l'armée tchèque disposera de l'ensemble des 24 avions d'ici 2035. Le prix total de la transaction s'élève à 150 milliards de couronnes (6,5 milliards de dollars). L'armée tchèque utilise actuellement des avions de combat *Gripen* de fabrication suédoise, dont le contrat de location expire en 2027. La Tchéquie n'est pas le seul pays à avoir choisi l'avion de combat américain de Lockheed Martin. C'est aussi le cas de l'Italie, la Finlande, la Suisse, l'Allemagne, la Norvège, la Pologne, et d'autres pays.
(*Radio Prague international, le 28-09-2023*)

La Bulgarie ne fournira pas l'ensemble de ses systèmes d'armes sol-air S-300 à l'Ukraine...

« Nous n'avons pas l'intention de fournir à l'Ukraine l'ensemble de nos systèmes d'armes sol-air S-300 » a déclaré à la TV publique l'amiral Émile Eftimov, chef de la Défense bulgare. « Il s'agit de missiles anciens qui représentent entre 3 et 5% de la totalité des missiles dont nous disposons. À ce jour, les armes que la Bulgarie a fournies à l'Ukraine ne remettent en aucun cas en question la capacité de combat de notre armée. Il n'existe aucune menace directe pour la sécurité de la Bulgarie et les opérations de l'armée et de l'OTAN cherchent à minimiser les risques du conflit en Ukraine » a encore souligné l'amiral. Émile Eftimov a rappelé qu'en 2022, la Bulgarie a essayé de moderniser ses systèmes sol-air S-300 et ses avions de chasse MiG-29 en Ukraine, mais la guerre a stoppé ce processus.
(*Radio Bulgaria, le 28-09-2023*)

Vers la création en Pologne d'une agence sud-coréenne de coopération pour la défense...

La Pologne va devenir une tête-de-pont pour les exportations des armes sud-coréennes en Europe et une agence sud-coréenne de coopération pour la défense y sera créée. Un projet révélé aujourd'hui par une source gouvernementale à Séoul. Cet organe sera d'abord constitué de diplomates de l'ambassade de Corée du Sud à Varsovie et du personnel de l'Administration du programme d'acquisition de défense (DAPA). Plus tard, d'autres membres compétents le rejoindront. Sa mission sera de mener des consultations avec les pays importateurs d'armes, dont la Pologne, pour signer d'éventuels nouveaux contrats et de pénétrer dans d'autres nations européennes. De plus, cette entité prendra en charge le suivi après-vente de l'exécution sans faille des contrats afin d'optimiser la satisfaction et la confiance auprès des acheteurs. Les savoir-faire de l'exploitation des engins exportés, la formation, l'entraînement ou encore l'entretien seront ainsi fournis. La Pologne n'est pas un choix anodin puisqu'elle constitue le plus grand marché de l'industrie de défense sud-coréenne. Elle a déjà conclu avec le Pays du matin clair des contrats d'achat de 48 avions de chasse FA-50, 1 000 chars de combat K-2 et 648 obusiers à canon K-9. Les entreprises sud-coréennes du secteur souhaitent d'ailleurs participer au programme *Orka*. Il s'agit d'un projet d'acquisition de trois ou quatre nouveaux sous-marins de 3 000 tonnes.

(KBS World Radio, le 29-09-2023)

Un robot démineur slovaque *Bozena 5* en passe d'être envoyé en Ukraine...

Le robot de déminage slovaque *Bozena 5* sera envoyé en Ukraine. Grâce à plus de 7 300 donateurs, le montant ciblé de 650 000 euros a été collecté pour sa production lors d'une collecte publique initiée par l'initiative citoyenne de soutien slovaque « Paix en Ukraine » depuis le mois de mai. « Le constructeur nous a confirmé que *Bozena 5* serait produit en décembre. La date de son transfert en Ukraine sera décidée d'ici la fin de l'année. Il est certain que le déminage des champs de Kherson débutera au printemps de l'année prochaine au plus tôt » a déclaré l'initiateur de la collecte, Dodo Dobrík. Le montant récolté comprend la production de la machine elle-même, ainsi que les accessoires nécessaires, le transport vers la région de Kherson en Ukraine, les éléments de protection balistique et la formation des opérateurs.

(Radio Slovaquie internationale, le 29-09-2023)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30